



Jean Castex a déclaré : « L'Éducation nationale, notre majorité l'a particulièrement choyée et nous allons continuer de le faire ». **On est bien loin de la réalité !**

La situation d'urgence sanitaire arrange bien le gouvernement et les capitalistes : elles continuent – accélèrent – de réformer l'École par une politique éducative libérale (réforme Blanquer, baisse des moyens humains et matériels, surcharge des missions, sélection renforcée par Parcoursup...). Cette politique accroît les inégalités et le contrôle hiérarchique en remettant en cause l'autonomie pédagogique des enseignant-es.

L'école, une priorité ?

Depuis des années, à l'inverse de la hausse des effectifs, les moyens pour l'éducation sont sans cesse revus à la baisse :

- 1 883 suppressions d'emplois dans les collèges et les lycées prévues à la rentrée 2021.
- Depuis 2018, ce sont 7 490 emplois supprimés dans le secondaire, pas de moyens supplémentaires pour les écoles.
- 0 création de postes de personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé depuis 2018 !
- Moins d'1 élève sur 5 bénéficie d'une visite médicale durant sa 6^{ème} année alors qu'elle est en principe universelle.
- Quasi disparition des remplacements, dans le 1^{er} comme dans le 2nd degré.
- Toujours plus de mépris : les missions d'orientation des COP-Psy-EN sont déléguées par voix hiérarchique à des jeunes Services civiques ; les professeur-es documentalistes et les CPE n'ont pas le droit à la prime informatique !
- Toujours plus de précarité : les AESH déjà très précaires sont remplacé-es par des Services Civiques
- Une forte perte de pouvoir d'achat pour tous les personnels, conséquence du gel du point d'indice, de l'inflation et de l'augmentation des cotisations sociales. Le « rattrapage » annoncé sera sous forme de primes (au détriment d'une augmentation indiciaire), ne concernera qu'un tiers des enseignant-es (rien pour les autres personnels !) et sera soumis à des contreparties.

Pour retrouver un niveau d'investissement dans l'éducation équivalent à celui qu'il était au milieu des années 90, une hausse de dépenses de 25 milliards d'euros par an serait nécessaire. Et pendant ce temps-là, le dernier plan de relance prévoit encore 20 milliards de réduction d'impôts pour les entreprises !

Si la casse de l'Éducation nationale ne commence pas avec ce gouvernement, nous assistons à une accélération et à une véritable volonté de la part de J.M. Blanquer et d'E. Macron de détruire ce service public. Il est urgent que nous barrions le chemin de leur rouleau compresseur !

Le 26 janvier on roule pour l'éduc' !

- **AG : 9h30 à la base sous-marine**
- **Manifestation**
11h place de l'Amérique latine



Venez à roues ou à roulettes !